

*E. VARGA*

**La portée de la  
Conférence économique  
mondiale**

**Source :** *La Correspondance Internationale*, n°59, 1<sup>er</sup> juin 1927, p. 734.

# La portée de la Conférence économique mondiale

par E. VARGA

L'importance de la conférence économique mondiale est dans le fait que c'est la première fois depuis cinq ans qu'une délégation de l'Union Soviétique a eu l'occasion de développer son point de vue devant une grande conférence internationale. Si la délégation de l'Union Soviétique n'avait pas pris part à cette conférence — ses décisions n'étant obligatoires pour aucun gouvernement et ne constituant que des recommandations à la S. d. N., respectivement aux gouvernements — son intérêt aurait été tout à fait insignifiant. Tout le monde savait parfaitement qu'aucune conférence ne serait de force à bannir du monde les antagonismes entre puissances capitalistes, qu'il ne pouvait y avoir d'accord pratique que dans des questions secondaires telles que la nomenclature douanière, la statistique, etc., etc... Personne n'ignorait qu'en dehors de cela, la conférence se proposait tout simplement de donner aux réformistes l'occasion de faire aux ouvriers un cours pratique sur l'harmonie des classes et le pseudo-pacifisme.

L'entrée en scène de la délégation de l'Union Soviétique a porté un coup à cette collaboration entre réformistes et capitalistes et a mis les réformistes dans une posture extrêmement désagréable.

Dans son analyse théorique, la délégation de l'Union Soviétique a exposé son point de vue purement marxiste, détaillé les antagonismes infranchissables du capitalisme et démontré, en même temps, que toutes les tentatives des capitalistes de résoudre ces contradictions n'aboutissaient qu'à une exploitation accrue de la classe ouvrière. Elle a prouvé ses thèses d'une façon concrète lors de l'examen des questions de rationalisation et des cartels.

La délégation soviétique en a tiré la conclusion que la classe ouvrière doit faire tout son possible pour échapper aux conséquences nuisibles et a exigé à cette fin :

La journée rigide de 8 heures ; la journée de 6 heures pour les ouvriers travaillant dans des entreprises malsaines ;

Le relèvement général des salaires ;

Une allocation suffisante aux chômeurs, etc., etc...

Les réformistes se sont ainsi trouvés acculés dans une impasse difficile. Ils essayèrent une contre-attaque : Jouhaux demanda à la délégation de l'Union Soviétique de parler de la durée du travail et des autres conditions sociales dans l'Union Soviétique. Ayant reçu la réponse aux renseignements demandés, il ne restait rien d'autre à faire aux réformistes que de mettre en doute, ensemble avec les capitalistes — et cela sans aucune raison — la justesse des données de la délégation de l'Union Soviétique. Mais cela ne leur était d'aucune utilité pour surmonter la plus grande difficulté que voici :

Devaient-ils démasquer leur complicité avec les capitalistes, en votant avec eux contre les revendications concrètes tendant à l'amélioration de la situation de la classe ouvrière, posées par la délégation de l'Union Soviétique, ce qui les eût discrédités aux yeux du prolétariat, ou devaient-ils voter avec la délégation de l'Union Soviétique contre les capitalistes, ce qui les eût privés de leur

bonne renommée de soutiens sûrs de « l'ordre et de la civilisation » dont ils jouissent auprès des capitalistes ?

C'est sur cette question que les réformistes se divisèrent une première fois : Jouhaux, Mertens et quelques autres votèrent avec la délégation soviétique, dans la commission de l'industrie, contre la résolution sur la rationalisation, tandis que Pugh et Eggert esquivèrent une prise de position. Dans la commission agraire, où la délégation soviétique fit la proposition concrète de réaliser la péréquation entre les salaires des travailleurs agricoles et ceux des ouvriers industriels et de relever les ouvriers agricoles au même niveau que les ouvriers industriels quant à la politique sociale, Weber, le délégué des travailleurs agricoles de Suisse, vota pour les propositions de la délégation de l'Union Soviétique.

Mais ces tergiversations ne furent pas de longue durée. Les capitalistes eurent vite fait d'enrôler à nouveau les réformistes solidement dans leur front. Lors du vote dans la séance plénière sur les résolutions des commissions, le front des réformistes et des capitalistes se rétablit de nouveau solidement. Les représentants ouvriers réformistes votèrent avec les capitalistes pour les résolutions capitalistes ; à l'épreuve contraire, la délégation de l'Union Soviétique s'est trouvée complètement isolée en face du front uni des capitalistes et des réformistes.

Jouhaux seul s'est permis le luxe de s'abstenir lors du vote sur la résolution relative à l'industrie. Il pouvait le faire. Sa renommée comme pilier solide et éprouvé du capitalisme est telle qu'il est au-dessus de tout soupçon. Et cela d'autant plus que la résolution relative à l'industrie équivaut à une défaite de la bourgeoisie française vis-à-vis de la bourgeoisie britannique ; l'abstention de Jouhaux est donc simultanément l'expression du mécontentement de la bourgeoisie française à propos de cette résolution (la bourgeoisie française voulait que l'on reconnût la création de cartels internationaux, comme remède principal contre, la crise de l'économie capitaliste ; elle a essuyé une défaite complète. La résolution votée se prononce, il est vrai, pour les cartels internationaux, mais... avec une triple réserve, ce qui veut dire qu'au fond, elle se prononce contre. La conférence économique mondiale a donc démontré une fois de plus que les réformistes, s'ils sont contraints à prendre une décision, votent avec les capitalistes et contre les communistes défendant les intérêts les plus urgents du prolétariat.

La conférence économique mondiale souligna également les antagonismes profonds entre les puissances capitalistes. Lorsqu'apparut dans une commission, une motion anglo-franco-allemande exigeant un nouveau règlement des dettes de guerre, la délégation des Etats-Unis menaça de partir immédiatement. Entre les délégations française et anglaise s'est déroulée une lutte acharnée. La délégation française a été obligée d'approuver une résolution sur la politique douanière qui, revient à une condamnation de la politique douanière actuelle de la France; etc., etc...

Bien plus intéressante que toutes ces luttes entré les différentes délégations, fut celle que mena la délégation de l'Union Soviétique pour la reconnaissance du monopole du commerce extérieur et de la situation particulière de l'Union Soviétique qui est précisément la cause de l'impossibilité d'appliquer la plupart, des décisions. Les représentants des Etats capitalistes européens, dirigés par l'Angleterre, opposaient une résistance énergique à cette exigence, de sorte que la délégation soviétique dut menacer la conférence de son départ. C'est surtout grâce à l'appui de la délégation des Etats-Unis que le point de vue de la délégation de l'Union Soviétique réussit, à s'imposer. La délégation 'allemande n'eut pas le courage d'intervenir ouvertement en faveur de notre point de vue. La *Gazette de Francfort* du 22 mai écrit à ce sujet :

« Lors des négociations de ces derniers jours relatives à la proposition russe de reconnaissance du monopole, on s'est aperçu, dans certains milieux des délégations, que la délégation allemande s'imposait une réserve trop grande. »

L'exposé détaillé des causes qui ont abouti à cette sorte de front uni relâché entre la délégation des Etats-Unis et celle de l'Union Soviétique à la conférence économique mondiale nous conduirait trop loin. Que ces quelques indications suffisent : Ces deux Etats ne sont pas membres de la S. d. N. ; antagonisme entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ; parallélisme dans la politique chinoise jusqu'à ce que la question : évolution capitaliste ou non capitaliste, devienne aiguë.

Il faut bien se garder de surestimer la portée de toute la conférence économique mondiale. Bien que la délégation britannique ait voté, le lundi 23 mai, pour un développement pacifique des relations économiques avec l'Union Soviétique, Baldwin n'a pas hésité, le mardi 24 mai, à proclamer la rupture des relations avec l'Union Soviétique. C'est qu'aucune conférence n'est plus à même de résoudre pacifiquement une question essentielle quelconque. C'est la force qui décide, et non les recommandations qui restent sur le papier.